COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Troisième session

INDE ET ROYAUME-UNI : PROPOSITION D'AMENDEMENTS
AU PROJET DE DECLARATION DES DROITS DE L'HOMME

TEXTE DE GENEVE AMENDE PAR LE
COMITE DE REDACTION (E/CN.4/95)

A REMPLACER PAR :

Article premier

Tous les hommes naissent
libres et égaux en dignité et en
droits. Ils sont doués par la
nature de raison et de conscience
et doivent se comporter les uns
envers les autres comme des frères.

A remplacer par :

Tous les êtres humains, hommes et
femmes, naissent libres et égaux en
dignité et en droits. Ils sont doués
par la nature de raison et de conscience
et doivent faire preuve les uns vis à
vis des autres d'un esprit de
fraternité.

Article 2

Les droits de chacun sont
limités par ceux d'autrui et par
les justes exigences de l'Etat
démocratique. L'individu a des
devoirs envers la société qui lui
permet de former et de développer
plus librement sa personnalité,
son esprit et son corps.

A remplacer par :

L'exercice des droits et libertés
énoncés dans la présente Déclaration ne
sont limités que dans la mesure
nécessaire pour garantir, comme il se
doit, le respect des droits d'autrui,
le bien et la sécurité de tous.

Article 3

1. Toute personne peut se
prévaloir de tous les droits et
de toutes les libertés proclamés
dans la présente Déclaration, sans
aucune distinction qu'elle soit de
race, de sexe, de langue, de
religion, d'opinion politique ou
autre, de situation de fortune,
d'origine nationale ou sociale.

1. Sans changement

2. Tous sont égaux devant la loi sans considération de fonction ou de rang et doivent être également protégés par elle contre toute distinction arbitraire ou contre toute incitation à pareille distinction faite en violation de la présente Déclaration.

Article 4

Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

Article 5

L'esclavage, sous toutes ses formes, est interdit.

Article 6

Nul ne peut être arrêté ou détenu que dans les cas prévus par la loi et selon les formes légales prescrites. Tout individu arrêté ou détenu est en droit d'obtenir que le juge vérifie sans délai la légalité des mesures dont il est l'objet et d'être jugé dans un délai raisonnable ou, à défaut, d'être mis en liberté.

Article 7

Toute personne doit avoir accès à des tribunaux indépendants et impartiaux pour la détermination soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle, soit de ses droits et obligations en matière civile. Elle doit avoir la possibilité de faire entendre sa cause équitablement et de se faire assister d'un conseil qualifié choisi par elle et, lorsqu'elle comparaît personnellement, de se faire expliquer la

2. A remplacer par :

Tous sont égaux devant la loi sans considération de fonction ou de rang et doivent être également protégés par elle contre toute distinction arbitraire.

Sans changement

A remplacer par :

Nul ne peut être maintenu en esclavage ou en servitude non consenti.

A remplacer par :

Nul ne peut faire l'objet d'une arrestation ou d'une détention arbitraires.

A remplacer par :

Toute personne a le droit de faire entendre sa cause en toute équité par un tribunal impartial, pour la détermination de ses droits et obligations, ou du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle.

procédure en des termes qu'elle puisse comprendre et de faire usage d'un langage qu'elle peut parler.

Article 8

1. Tout accusé est présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été prouvée. Nul ne sera condamné ou puni pour un crime ou autre infraction pénale si ce n'est à la suite d'un procès loyal et public, dans lequel il aura joui de toutes les garanties nécessaires à sa défense. Nul ne peut être tenu pour coupable d'une infraction en raison d'actes ou d'omissions qui ne constituaient pas une infraction au moment où ils ont été commis, ni n'est passible d'une peine plus forte que celle prévue, pour une infraction donnée, par la loi en vigueur, au moment où cette infraction a été commise.

2. Rien dans le présent article ne fait obstacle au jugement et au châtement de toute personne en raison d'actes qui, au moment où ils ont été commis, étaient criminels d'après les principes généraux du droit reconnu par les nations civilisées.

3. Nul ne sera soumis à la torture, à des peines cruelles ou inhumaines ou à des traitements dégradants.

Article 9

Toute personne a droit à la protection de la loi contre les atteintes abusives à sa réputation, à sa vie familiale, à l'inviolabilité de son domicile ou au secret de sa correspondance.

A remplacer par :

1. Nul ne peut être tenu pour coupable d'une infraction en raison d'actes ou d'omissions qui ne constituaient pas une infraction au moment où ils ont été commis.

2. A supprimer

3. Sans changement

A remplacer par :

Toute personne a droit à être protégée contre les atteintes abusives à sa réputation, à sa vie familiale, à l'inviolabilité de son domicile ou au secret de sa correspondance.

Article 10

1. Toute personne peut librement circuler et choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat.
2. Toute personne a le droit de quitter un pays quelconque, y compris le sien.

Article 11

1. Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher et la possibilité d'obtenir asile dans un autre pays.
2. Ne constituent pas une persécution les poursuites réellement déterminées par un crime de droit commun ou par des agissements contraires aux principes et aux buts des Nations Unies.

Article 12

Toute personne a le droit de faire reconnaître en tous lieux sa personnalité juridique.

Article 13

1. L'homme et la femme jouissent de droits égaux en matière de mariage conformément à la loi. Aucun mariage ne sera contracté sans le plein consentement des futurs époux et ayant l'âge de la puberté.
2. Le mariage et la famille doivent être protégés par l'Etat et la société.

Article 14

Toute personne a droit à la possession des biens nécessaires à la satisfaction des besoins fondamentaux d'une existence décente qui contribue au maintien de la dignité de l'individu et de son foyer. Personne ne sera arbitrairement privé de ce droit.

Sans changement

Sans changement

2. A supprimer

A supprimer

A remplacer par :

Les hommes et les femmes jouissent de droits égaux en matière de mariage.

A supprimer

A remplacer par :

Toute personne a droit à être protégée contre les atteintes abusives à ses biens.

(Note : Il serait possible de combiner cet article avec l'article 9).

Article 15

Tout individu a droit à une nationalité.

Article 16

1. La liberté personnelle de pensée et de conscience et celle de professer une croyance ou d'en changer, constituent des droits sacrés et absolus.

2. Toute personne a le droit, soit seule, soit en communauté avec d'autres personnes qui pensent comme elle, de manifester, publiquement ou en privé, ses croyances par leur enseignement et leur pratique, par le culte et l'accomplissement des rites.

Articles 17 et 18

Tout individu a droit à la liberté de pensée et d'expression, ce qui implique le droit d'exercer la liberté d'opinion sans être inquiété et de chercher, de recevoir et de faire connaître les nouvelles et les idées par quelque moyen que ce soit et sans considération de frontières.

Article 19

Toute personne a le droit de participer librement à des réunions paisibles et de faire partie soit d'associations, soit d'organisations syndicales, locales, nationales ou internationales, en vue de favoriser, de défendre et de protéger des fins et des intérêts non contraires à ceux de la présente Déclaration.

Article 20

Toute personne a le droit d'adresser, seule ou conjointement avec d'autres personnes, des pétitions ou des communications, soit aux autorités

A remplacer par :

Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité.

1. A remplacer par :

Chacun a droit à la liberté de religion, de conscience et de croyance.

2. Sans changement

Sans changement

A remplacer par :

Toute personne a le droit de participer librement à des réunions et de faire partie d'associations en vue de favoriser, de défendre et de protéger des fins et des intérêts non contraires à ceux de la présente Déclaration.

Examiner cet article après qu'une décision aura été prise sur la mise en application.

publiques du pays dont elle est ressortissante ou dans lequel elle réside, soit à l'Organisation des Nations Unies.

Articles 21 et 22

1. Toute personne, sans distinction de race, de sexe, de langue, de religion ou d'origine sociale, et qui n'est pas frappée d'incapacité juridique, a le droit de prendre une part effective au gouvernement de son pays. L'Etat doit se conformer à la volonté du peuple telle qu'elle se manifeste par des élections qui doivent être périodiques, libres et sincères et avoir lieu au scrutin secret.

2. Tous les individus ont également droit aux fonctions et aux emplois publics de l'Etat dont ils sont les citoyens ou les ressortissants.

3. L'accès aux fonctions publiques ne doit être ni un privilège, ni une faveur.

Article 23

1. Toute personne a droit au travail.

2. L'Etat a le devoir de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour assurer à toutes les personnes ayant leur résidence habituelle sur son territoire, la possibilité d'accomplir un travail utile.

3. L'Etat doit prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir le chômage.

A remplacer par :

1. Toute personne a le droit de prendre part au gouvernement de son pays, directement ou par l'intermédiaire de représentants qu'elle a librement choisis.

A supprimer

A supprimer

A remplacer par :

1. Toute personne a droit au travail dans des conditions équitables et satisfaisantes.

2. A supprimer

3. A supprimer

Article 24

1. Toute personne qui travaille a le droit de recevoir une rémunération en rapport avec ses capacités et son habileté, de travailler dans des conditions équitables et satisfaisantes, de s'affilier à des syndicats pour protéger ses intérêts et assurer un niveau de vie convenable à elle-même et à sa famille.

2. Les femmes ont droit, dans leur travail, aux mêmes avantages que les hommes et elles doivent recevoir à travail égal, un salaire égal.

Article 25

Toute personne a droit, sans égard à sa condition économique ou sociale, à ce que sa santé soit préservée grâce à une alimentation, un habillement, une habitation et à des soins médicaux d'un niveau aussi élevé que le permettent les ressources de l'Etat ou de la communauté.

L'Etat et la collectivité ne peuvent s'acquitter de la responsabilité qui leur incombe relativement à la santé et à la sécurité des citoyens qu'en prenant des mesures sanitaires et sociales appropriées.

Article 26

1. Toute personne a droit à la sécurité sociale. L'Etat a le devoir de prendre ou de veiller à ce que soient prises toutes les mesures visant à protéger l'individu contre les conséquences du chômage, de l'invalidité, de la vieillesse et contre les autres cas de perte des moyens d'existence pour des raisons étrangères à sa volonté.

Remplacer les articles 24 à 26 par :

Toute personne a le droit d'avoir un niveau de vie propice à la santé et au bien-être, y compris le droit à la sécurité en cas de chômage, d'invalidité, de vieillesse ou lorsque pour d'autres raisons étrangères à sa volonté, elle ne peut subvenir à ses besoins.

A supprimer

A supprimer

A supprimer

2. Une aide et une assistance spéciales doivent être accordées à la maternité. L'enfance a pareillement droit à une aide et à une assistance spéciales.

Article 27

Toute personne a droit à l'instruction. L'instruction élémentaire est gratuite et obligatoire. L'accès aux études supérieures doit être ouvert également à tous selon les possibilités de l'Etat ou de la collectivité en fonction de mérite de la personne, sans distinction de sexe, de race, de langue, de religion, de condition sociale ou de fortune, ou d'obédience politique.

Article 28

L'éducation doit viser au plein développement physique, intellectuel, moral et spirituel de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et doit combattre l'esprit d'intolérance et de haine à l'égard des autres nations ou des groupes raciaux ou religieux en quelque lieu qu'ils soient.

Article 29

1. Toute personne a droit au repos et aux loisirs.
2. Le repos et les loisirs doivent être assurés à tous par les lois ou par des accords prévoyant, notamment, une limitation raisonnable des heures de travail et des congés périodiques payés.

Remplacer les articles 27 et 28 par :

Toute personne a droit à l'instruction.

A supprimer

1. Sans changement

2. A supprimer

Article 30

Sans changement

Toute personne a le droit de prendre part à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer aux bienfaits qui résultent des découvertes scientifiques.

Article 31

A supprimer

(Texte proposé par la Sous-Commission pour l'abolition des mesures discriminatoires et pour la protection des minorités)

Dans les pays où se trouvent des groupes ethniques, linguistiques ou religieux bien définis qui se distinguent nettement du reste de la population et qui désirent bénéficier d'un traitement spécial, les individus appartenant à ces groupes ont le droit, dans les limites assignées par l'ordre et la sécurité publics, d'ouvrir et d'entretenir des écoles et des institutions religieuses ou culturelles, et d'user de leur langue et de leur écriture, dans la presse et les réunions publiques, ainsi que devant les tribunaux et autres autorités de l'Etat, si elles jugent bon de le faire.

Article 32

A supprimer

Dans tous les Etats, la loi, pour autant qu'elle vise les droits de l'homme, sera conforme aux buts et principes des Nations Unies tels qu'ils se trouvent définis dans la Charte.

Article 33

A supprimer

Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être considérée comme la reconnaissance du droit pour un Etat ou un individu de se livrer à une activité visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés.